

PRESSE-JUSTICE

“Un précédent qui inquiète”

Les six mois de suspension du Soir d'Algérie, demandés mardi dernier par le procureur près le tribunal de Sidi M'hamed, pour une banale affaire de diffamation, ouvrent une brèche dangereuse et n'augurent rien de bon pour l'avenir de la presse indépendante. C'est le sentiment de nombreux confrères, qui condamnent cette inquisition. La liberté de la presse s'avère plus menacée après le 8 avril 2004.

Saïda Azzouz - Alger (Le Soir) - Les récentes condamnations de journalistes à des peines de prison ferme et avec sursis, les lourdes amendes infligées aux publications et la menace de suspension qui pèse sur notre journal ont fait réagir la Fédération des journalistes arabes. Celle-ci dénonce dans un de ses communiqués le harcèlement dont sont victimes les journalistes algériens tout en faisant remarquer que les mesures répressives auxquelles fait face la presse algérienne ont depuis quelque temps déjà atteint leur paroxysme avec les lourdes peines d'emprisonnement et amendes. La fédération interpelle le président de la République pour mettre fin au "feuilleton des procès, harcèlements et emprisonnement des journalistes". Une attitude en totale contradiction avec l'ouverture démocratique et la réconciliation nationale que prône le chef de l'Etat. Les confrères algériens n'en pensent

pas moins. Ali Djerri se demande sur quelle base le procureur a demandé six mois de suspension d'un journal. "Il est choquant qu'on utilise la justice pour suspendre une publication. Tout le monde sait qu'il est difficile pour un journal de se remettre d'une suspension aussi infime soit-elle, six mois, c'est l'asphyxie du titre, et ce, quelle que soit sa situation financière." Le directeur d'*El Khabar*, condamné à six mois de prison avec sursis dans l'affaire de la DGSN, considère que le pouvoir doit avoir le courage politique et en finir avec la presse indépendante. "C'est incroyable dans ce pays, il y a des lois que personne n'applique, mais quand il s'agit de la presse on applique et on innove". Pour lui, plus que jamais la corporation doit se mobiliser parce que nul n'est à l'abri. Ahmed Ancer, dont le journal a été condamné mardi dernier à trois millions de dinars dans l'affaire opposant *El Watan* au minis-

trère de l'Intérieur, se dit nullement surpris par toutes ces condamnations et réquisitoires. "Avec la nouvelle réalité de la scène politique depuis le 8 avril, on peut s'attendre à tout. La liberté de la presse et le jeu démocratique ont reculé. Les partis politiques ne pèsent plus rien ; plus grave, les journalistes n'ont plus d'organisations qui les défendent. Il n'y a plus d'association des éditeurs, sans compter que la société civile semble s'évaporer."

Société civile que le directeur du journal *Le Jour* pour qui il est délicat de commenter une décision de justice, appelle à se mobiliser, après s'être interrogé sur "le bien-fondé d'orientation générale d'une politique qui apparaît de plus en plus répressive". Politique qui, selon Abderrahmane Mahmoudi, ne s'explique plus aujourd'hui. "Avant le 8 avril, la question ne se serait peut-être pas posée... Aujourd'hui, les décisions de justi-

ce pour le moins inattendues inquiètent. Vers quoi allons-nous? Demander la fermeture d'un journal est une logique qui mène à rien". Pour Ali Ouaffek, elle est intolérable : "Nous refusons une telle inquisition. C'est un réquisitoire très sévère contre un journal qui a 15 ans d'existence, fleuron de la presse indépendante. Où allons-nous ? Pour n'importe quoi on demande la fermeture d'un journal." Le directeur du journal *Liberté*, qui se dit solidaire du combat du *Soir d'Algérie*, estime que les professionnels de la presse ne doivent pas passer sous silence un tel réquisitoire. Pour rappel, la suspension de six mois demandée mardi dernier par le procureur d'Alger ne l'a pas été pour offense ou outrage au chef de l'Etat. Elle l'a été suite à la publication d'un article dans la rubrique *Soir Corruption*, que la Banque de développement local a jugé diffamatoire.

S. A.

Erratum

Une malencontreuse erreur s'est glissée dans l'article publié dans notre édition d'hier concernant le verdict de l'affaire où deux journalistes, l'un du *Soir d'Algérie* et l'autre de *Liberté*, ont été condamnés pour diffamation. En effet, il fallait lire que les journalistes Rédha Belhadjoudja et Farid Alliat ont été condamnés à six mois avec sursis et non ferme, comme ça a été rapporté par erreur.

OUVERTURE DU 8E CONGRES BIS DU FLN

Risques de dérapages ?

C'est ce samedi que s'ouvrent à Alger les travaux d'un rendez-vous organique partisan pour le moins inédit : le huitième congrès bis du Front de libération nationale (FLN).

Kamel Amari - Alger (Le Soir) - C'est la candidature de Bouteflika à sa propre succession qui a effectivement plongé le doyen des partis algériens dans la crise.

Les faits : mars 2003. L'hôtel El-Aurassi à Alger abritait les travaux du huitième congrès du FLN. Or, ce rendez-vous ne sera pas le tremplin de la candidature en question. Le huitième congrès ayant décidé de consacrer un rendez-vous ultérieur — un congrès extraordinaire — pour trancher sur le profil du candidat du parti aux présidentielles de 2004. "Déboulé" donc, Bouteflika lancera alors une rafale de représailles contre le parti. Début mai, le secrétaire général du FLN Ali Benflis est limogé de son poste de chef de gouvernement. S'ensuivront trois remaniements ministériels pour écarter les ministres du FLN. Et,

entre-temps, une première politique : un mouvement, formé de dissidents ayant réellement appartenu au parti et une nuée de personnes qui lui sont externes, "clone" le FLN. Ce "mouvement de redressement", qui n'est en fait que l'administration elle-même, viole lois et usages politiques dans l'impunité totale. Le gouvernement, les walis, la justice, entre autres, s'impliquent. Partisans d'un second mandat pour Abdelaziz Bouteflika, rien n'est alors "refusé" aux "redresseurs". Tandis que le FLN réel qui a "osé" présenter son propre SG comme candidat voit ses locaux attaqués, son compte gelé, ses activités gelées par la justice et ses sièges mis sous scellés. Des décisions qui paralyseront complètement le parti. Même la reconduction de Bouteflika à la tête de l'Etat, le 8 avril dernier, n'a pas mis fin à la situation. Ali Benflis, qui refuse vertement une offre de compromission venue "d'en haut", démissionne de son poste de secrétaire général, fin avril 2004. A sa place, est mise une direction collégiale de 13 membres qui entamera des négociations avec le mouvement dit "de redresse-

ment" présidé par Abdelaziz Belkhadem. Les choses évoluent et un difficile consensus est dégagé, par la suite, pour mettre en place une nouvelle direction collégiale comprenant cinq membres (Abdelaziz Belkhadem, Amar Saidani, Saïd Bouhadja, Salah Goudjil et Abdelkrim Abada). Ce dosage "légaliste" "redresseurs" ne règle pas tout pour autant. Tant d'ailleurs que le huitième congrès bis a subi pas moins de huit reports ! Les élections des délégués au congrès au niveau des wilayas dévoient l'ampleur des dégâts. Les recours fusent de partout. Les "redresseurs", forts de l'appui et de la complaisance de l'Etat, passe, parfois, et par endroits, de force. Il aura fallu tout le doigté du groupe des Cinq pour permettre la tenue d'un congrès dans des conditions plus ou moins normales. Mais, tout de même, ils ne seront pas moins de 2 700 congressistes, samedi. Le rendez-vous gardera-t-il la sérénité nécessaire ?

Les appréhensions sont énormes quant aux risques de dérapages.

K. A.

APRÈS LA MISE SOUS MANDAT DE DEPOT DU P-DG DE LA CNAN

“Rien ne doit influencer sur le cours de la justice”

"Mise à la disposition du capitaine un navire dans un mauvais état et insuffisamment équipé, ce qui a conduit à la perte du navire et la mort de plusieurs personnes, navigation d'un navire pour lequel le titre de sécurité est périmé, abandon du navire par le capitaine avant d'avoir été remplacé, le consentement à l'usurpation de l'exercice de commandant, absence irrégulière à bord et que ce fait a entraîné des décès de personnes et des conséquences dommageables", voilà les principaux chefs d'accusation retenus contre 22 accusés dont le P-DG de la Compagnie nationale algérienne de navigation (CNAN), Ali Koudil, le commandant du navire le *Batna*, le directeur de l'équipement et des techniques de la CNAN, le directeur technique des navires de la CNAN, l'ingénieur électricien du navire le *Batna*.

Ces derniers ont été mis sous mandat de dépôt et incarcérés

depuis deux jours à la prison de Serkadji. Le parquet d'Alger, qui a ordonné cette procédure, souligne, dans un communiqué, que c'est "suite au naufrage du navire le *Béchar* au port d'Alger appartenant à la CNAN et l'échouage du navire le *Batna*, propriété de la même société, dans la nuit du samedi 13 novembre 2004, à la veille de l'Aïd El Fitr et qui a coûté la vie à 16 membres de l'équipage du *Béchar*, le parquet général près la cour d'Alger a ordonné l'ouverture d'une enquête judiciaire sur les circonstances de cette affaire", se basant sur les articles 522 et 527 du code maritime, notamment son article 479 qui prévoit la peine de réclusion criminelle en cas de décès de personnes et l'article 288 du code pénal. "Dans sa section trois, le code pénal précise en cas d'homicide et blessures involontaires, dont l'article 288 stipule : "Quiconque, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des

règlements, commet involontairement un homicide ou en est involontairement la cause, est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 1000 à 20 000 DA." Cinq autres accusés ont été mis sous contrôle judiciaire.

Il s'agit, selon nos sources, du capitaine de navigation du *Batna*, du chef mécanicien et de deux ingénieurs du même navire, et enfin un marin. 12 autres responsables et marins ont été laissés en liberté provisoire.

C'est en se basant sur les résultats de l'enquête préliminaire que ces mesures ont été prises.

A ce sujet, le colonel Alioua Abdelkader, commandant du groupement d'Alger, rappellera que cette instruction est intervenue après la clôture de l'enquête diligentée par le groupement de Gendarmerie Nationale de la wilaya d'Alger. "C'est en tant qu'auxiliaire de la justice que nos éléments ont rassemblé le maxi-

mum d'indices et ont auditionné toutes les personnes concernées", a-t-il déclaré. Et de continuer : "Notre travail se termine aux portes du tribunal. La gendarmerie ne fait que constater et auditionner et ce sont les magistrats du parquet de Sidi-M'hamed qui vont prendre les dispositions judiciaires."

Et d'ajouter : "Si je dois donner plus d'informations ou relever les tenants et les aboutissants de l'enquête ça fera influencer sur le cours de la justice. Alors que rien ne doit s'y prêter".

Pour sa part, le Syndicat national des officiers de la marine marchande (SNOMMAR) refuse de faire tout commentaire pour ne pas influencer le cours normal de la justice.

Quatre commandants et membres de ce syndicat travaillant à la CNAN, rappelons-le, ont été licenciés pour leurs déclarations et affirmations au lendemain du drame de l'Aïd El Fitr.

Ils faisaient, notamment état de la mauvaise gestion de cette compagnie. "L'affaire étant toujours au stade de l'instruction, le SNOMMAR se refuse à faire le moindre commentaire sur les décisions prises par le parquet d'Alger et ce, pour ne point influencer sur le cours de l'enquête qui doit se dérouler dans la sérénité la plus totale", note Saïd Zermoun, président du SNOMMAR, dans un communiqué. Et d'ajouter : "Cependant, s'il n'y a pas lieu de se réjouir de la mise sous mandat de dépôt des responsables de la CNAN Group, il est toutefois légitime que justice soit rendue à la grande famille maritime et en particulier à celle des victimes." Concernant la procédure judiciaire, le SNOMMAR ne manque pas de relever, "avec satisfaction, la célérité avec laquelle l'affaire a été diligentée par les autorités judiciaires, rétablissant ainsi la confiance entre la justice et les citoyens".

Meriem Ouyahia

DÉCHETS MÉTAUX
FERREUX ET NON
FERREUX

Prochaine suspension à titre temporaire de toute opération d'exportation

Le directeur général des douanes M. Sid-Ali Lebib n'écarter pas l'hypothèse, selon laquelle, "très prochainement les pouvoirs publics procéderont à titre provisoire à la suspension des déchets métaux ferreux et non ferreux". Cette déclaration a été faite, hier, à l'occasion de son passage au forum d'*El Moudjahid*, où il a abordé plusieurs questions relatives à son secteur. Selon la même source, "la proposition a été faite par la direction générale des douanes aux autorités concernées et que ces dernières examinent la proposition, d'où notre souhait de voir cette idée acceptée". Sid-Ali Lebib dira à ce sujet que "l'objectif recherché à travers cette démarche est d'assainir définitivement une situation qui n'a que trop duré et qui n'a cessé d'occuper le devant de la scène médiatique".

Ceci étant, il a commenté longuement les réformes engagées au sein de son institution, considérant par là que "lorsqu'on engage des réformes de cette importance, il faut s'attendre à des résistances et autres formes de manipulations orchestrées par des forces archaïques, qui réfutent toute forme de transparence". A ce titre, il indique que les dernières, selon lesquelles "cinq cadres au niveau de la direction générale des douanes ont été relevés de leur fonction sont dénuées de tout fondement". Il soulignera cependant que "le train des réformes est là et que par voie de conséquence, les mentalités doivent s'adapter à la nouvelle situation et que désormais il n'y a plus de place à l'incompétence et à la démagogie". "Maintenant, s'il y a nécessité d'opérer des changements, on les fera. La douane n'est pas chez moi. J'ai des comptes à rendre", a laissé entendre le confédéré.

Sid-Ali Lebib a affirmé également que le nouveau code des douanes, en préparation depuis plus d'un an, "sera promulgué dans les prochaines semaines". Selon lui, le projet de code "est finalisé et actuellement soumis à l'étude des départements ministériels concernés". En effet, le nouveau code, élaboré par les Douanes et le ministère des Finances, avec la collaboration du FMI en tant qu'organe d'expertise, "est parfaitement adapté aux législations des pays avec lesquels seront établies des zones de libre-échange", a ajouté le directeur général des douanes. Il répond également, à son avis, aux conditions d'accès à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le texte sera promulgué après le cheminement institutionnel et législatif habituel, a tenu à indiquer le premier responsable de l'institution douanière. Par ailleurs, M. Lebib a suggéré la mise en place d'un "observatoire" ou "comité" national de lutte contre la contrebande. A ce titre, il dira que 84 % des logiciels (micro-ordinateurs) commercialisés en Algérie sont issus de la contrebande. Sid-Ali Lebib conclut son intervention sur ce domaine, en déclarant que "prochainement, il sera mis en place une fourchette de valeurs pour 157 produits, dont l'entrée en vigueur est fixée pour samedi prochain au niveau de tous les postes douaniers du pays".

Abder Bettache